

Compte administratif

STRUCTURE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2007

(Mouvements réels, hors trésorerie, soldes d'exécution et régularisations budgétaires)

Les dépenses réelles de l'exercice 2007 se sont élevées à 500,6 M€ :

- ⇒ **131,5 M€** pour les dépenses d'investissement, soit 26 %
- ⇒ **369,1 M€** pour les dépenses de fonctionnement, soit 74 %

Les recettes réelles propres à l'exercice 2007 s'établissent à 507,7 M€

- ⇒ **82,5 M€** pour les recettes d'investissement 2007, soit 16 %
- ⇒ **425,2 M€** pour les recettes de fonctionnement 2007, soit 84 %

Avec les excédents antérieurs de **12,3 M€**, le total des recettes 2007 s'élève à **520 M€**.

L'excédent brut cumulé au 31 décembre 2007 est ainsi de **19,4 M€**, et, après financement des restes à réaliser (**8,8 M€**), l'excédent net disponible s'élève à **10,6 M€**.

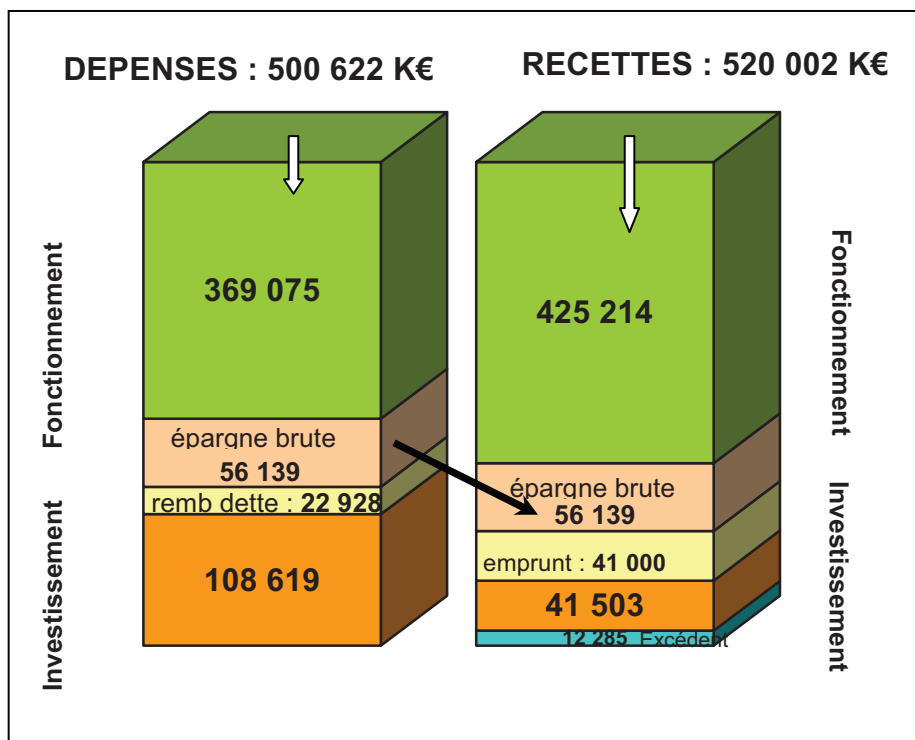
Le taux de réalisation des dépenses s'élève à **93,7%** :

- ⇒ **83,7%** pour la section d'investissement (83,7% en 2006)
- ⇒ **97,8 %** pour la section de fonctionnement (97,9% en 2006)

Le taux de réalisation des recettes (hors excédents) s'élève à **97,2 %** :

- ⇒ **79,9 %** pour la section d'investissement (75,3 % en 2006)
- ⇒ **101,5 %** pour la section de fonctionnement (101,1 % en 2006)

STRUCTURE BUDGETAIRE DU C.A. 2007 (en milliers d'euros)

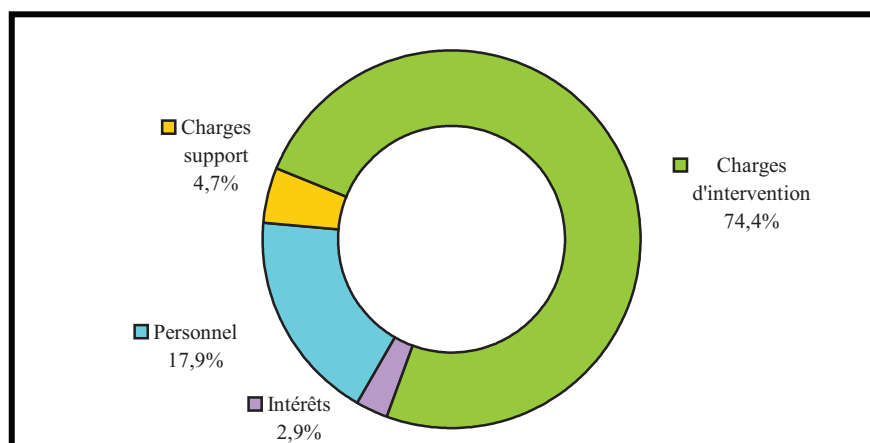


I - LES DEPENSES

A - LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'établissent **369,1 M€**, en progression de 7,4% par rapport à 2006.

REPARTITION PAR NATURE DE DEPENSES



1) **Les charges d'intervention** regroupent les différentes interventions « de fonctionnement » du Département en faveur des Sarthois et s'élèvent à **274,8 M€**, en hausse de 3,7%.

Ces dépenses représentent près de 75% du budget de fonctionnement et concernent principalement les domaines suivants :

↳ **197,8 M€ de participations, prestations, allocations et subventions dans le domaine social** dont :

- ⇒ **65 M€** (-1,4%) en faveur des personnes âgées, dont **42 M€** versés au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (41 M€ en 2006),
- ⇒ **50,1 M€** en faveur des personnes handicapées (+ 17,7%),
- ⇒ **48 M€** (+ 4,5%) au titre de l'insertion (dont 37,3 M€ d'allocations RMI),
- ⇒ **31,5 M€** (-2,1%) en faveur de l'enfance (hors salaires des assistantes maternelles).

↳ **23,5 M€ pour les transports** (scolaires et départementaux) (+ 3,2%),

↳ **13,2 M€ pour la participation aux dépenses de fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours** (+ 5,5%), y compris les reversements au titre de le DGE et du financement de la PFR.

↳ **11,9 M€ pour la voirie** (+10,4%),

↳ **10,9 M€ à destination de l'enseignement** (+15,8%), dont 7,1 M€ dans le cadre des dotations de fonctionnement aux collèges du Département et, pour la première

année, 1,4 M€ pour le forfait d'externat des collèges privés, compensé par une recette équivalente.

↳ **8 M€ en faveur des politiques culturelles et sportives**

2) **Les frais de personnel** progressent de 25 % et représentent 17,9 % des dépenses de fonctionnement, contre 15,4% en 2006, soit **66 M€** (+ 13,2 M€). Cette forte progression s'explique principalement par l'intégration des personnels TOS dans le cadre de la décentralisation, compensée à hauteur de 8,7 M€.

3) **Les intérêts d'emprunts (10,5 M€)** représentent en 2007, 2,9 % des dépenses de fonctionnement, contre 2,5% en 2006.

4) **Les charges support** s'élèvent à **17,4 M€** (+ 0,4%) dont :

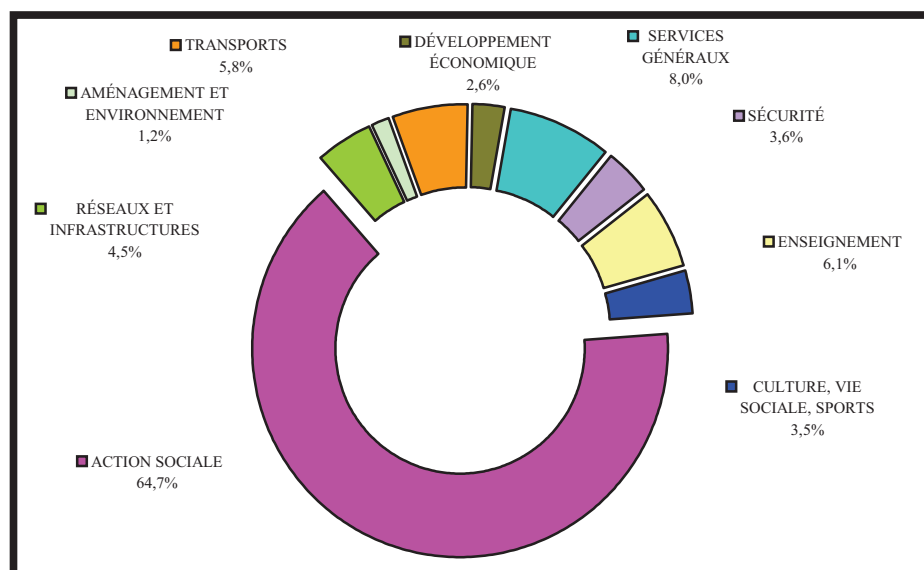
↳ **4,9 M€ pour les bâtiments départementaux** : loyers, assurances, fluides, entretien... (+6,4%)

↳ **3 M€ pour les frais de télécommunication, l'affranchissement, les fournitures et maintenances informatiques...** (+9,2%)

5) **Les autres dépenses de fonctionnement** représentent **0,4 M€**.

REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITES

La part des interventions dans le domaine social (RMI inclus) demeure prépondérante et représente 64,7% des dépenses de fonctionnement (y compris frais de personnel et de gestion courante), contre 66,5% en 2006

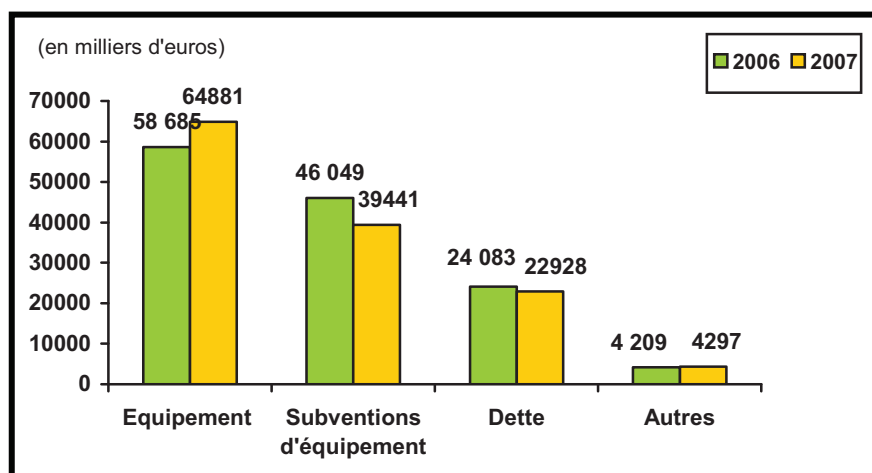


B - LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement regroupe principalement des projets structurants comme les routes, les collèges, l'aménagement rural.

En 2007 les dépenses d'investissement se sont établies à **131,5 M€** (-1%). Hors versement exceptionnel de 10 M€ à Le Mans Métropole au titre du transfert de voirie en 2006, elles progressent de **6,9%** et se répartissent comme suit :

REPARTITION PAR NATURE DE DEPENSES



1) Les dépenses d'équipement, ou dépenses directes d'investissement, (acquisitions de biens meubles et immeubles, travaux neufs ou de grosses réparations), s'élèvent à **64,9 M€** (+ 10,6%) Le taux d'équipement brut représente ainsi 49,3 % des dépenses totales d'investissement.

Les principaux postes sont les suivants :

- ↪ les travaux **d'électrification et d'enfouissement de réseaux** : **24,4 M€** (23,6 M€ en 2006),
- ↪ la **voirie** : **22,7 M€** contre 14 M€ en 2006,
- ↪ les travaux et équipements **pour les collèges, CIO, CDDP**: **9,15 M€** (10,6 M€ en 2006),
- ↪ les travaux et acquisitions **de bâtiments** : **2,4 M€** (6 M€ en 2006),
- ↪ les acquisitions **de mobilier et matériel** : **2 M€** (2,5 M€ en 2006)

2) Les subventions d'équipement versées se sont élevées à **39,4 M€** (- 14,4%). Hors versement exceptionnel en 2006 de 10 M€ pour le transfert de voirie à Le Mans Métropole, elles progressent de **9,4%**.

En 2007, 82% des subventions d'équipement versées par le Département l'ont été à destination des communes et établissements publics, 18% étant attribuées aux autres acteurs concourant au développement du territoire sarthois. Les principaux domaines d'intervention sont les suivants :

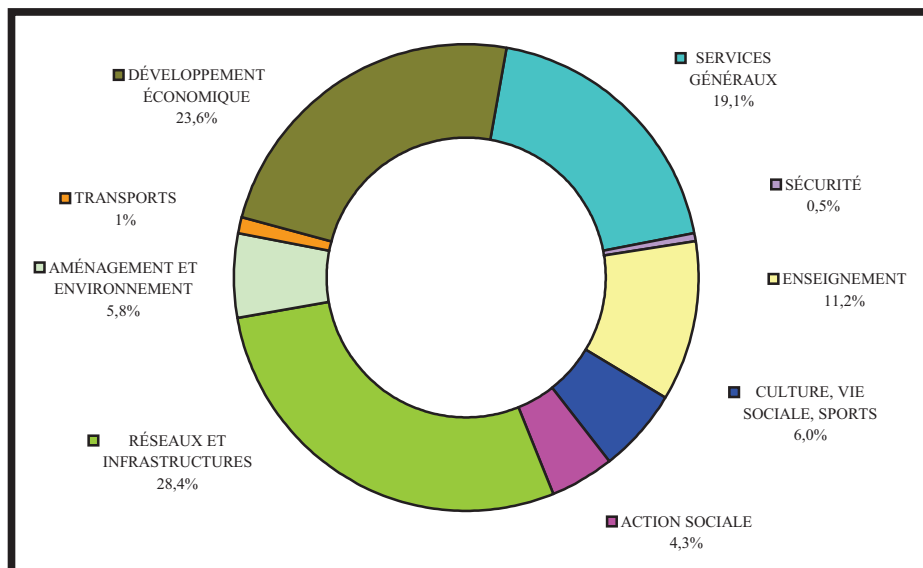
- ↵ Assainissement et adduction d'eau = 6,3 M€ (6 M€ en 2006)
- ↵ Logement et urbanisme = 5,7 M€ (4,7 M€ en 2006)
- ↵ Équipements sociaux = 5,2 M€ (3 M€ en 2006)
- ↵ Équipements sportifs = 4,1 M€ (4,4 M€ en 2006)
- ↵ Développement économique = 4 M€ (3,8 M€ en 2006)
- ↵ Enseignement et formation = 3,7 M€ (2,6 M€ en 2006)
- ↵ Voirie = 3,1 M€, (13,5 M€ en 2006)
- ↵ Équipements culturels = 2,8 M€ (2,5 M€ en 2006)

3) Le remboursement de la dette en capital s'établit à **22,9 M€ (- 4,8%), (hors mouvements de trésorerie).**

4) Les autres dépenses d'investissement (4,3 M€**) comprennent essentiellement les avances (1,2 M€) dans le cadre du FSL et des grands projets économiques, les travaux pour compte de tiers (2 M€) (remembrement, IUFM), les frais d'étude et d'insertion (0,7 M€) ainsi que les acquisitions de logiciels (0,4 M€).**

REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITES

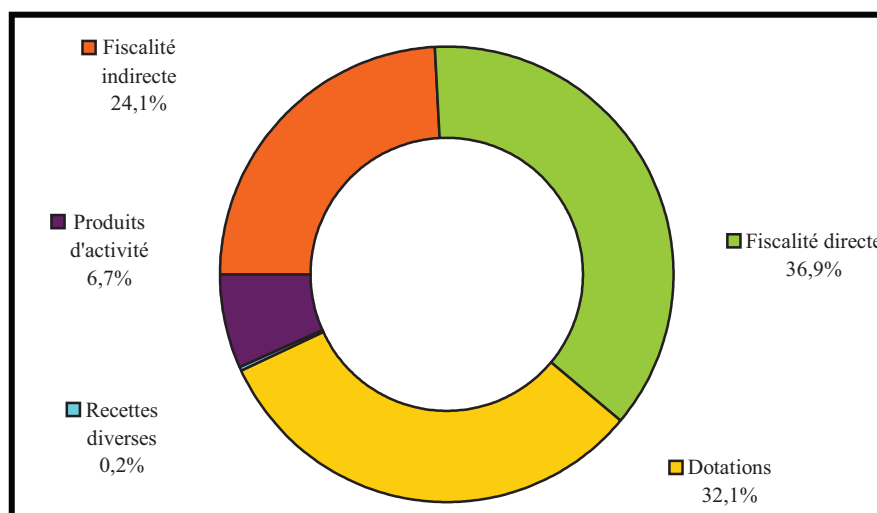
Par domaine d'intervention, la répartition des dépenses d'investissement est la suivante :



II - LES RECETTES

Les recettes du département comprennent essentiellement les produits de la fiscalité, les subventions et les emprunts.

A – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



En 2007, les recettes de fonctionnement progressent de 7,3 % par rapport à 2006 pour atteindre **425,2 M€**, représentant ainsi 84 % des recettes totales.

1) **La fiscalité directe** est la ressource principale du Conseil général et son produit progresse de 9,3 % en 2007 pour s'établir à **156,84 M€**.

2) **La fiscalité indirecte** s'élève à **102,65 M€**, en progression de 18,6 % :

- ⇒ Le produit des droits de mutation s'établit à **44,1 M€ (+ 5,7 %)**.
- ⇒ La recette provenant de la T.I.P.P. (compensation du RMI) s'établit à **28,8 M€**, comme en 2006.
- ⇒ La recette provenant de la taxe sur les conventions d'assurance (T.S.C.A.), s'établit à **23,6 M€**, en hausse de 130% :
 - 15,6 M€ en compensation des compétences transférées par la loi du 13 Août 2004, (1,6 M€ en 2006) compte tenu de l'intégration des personnels TOS, des routes nationales et du forfait d'externat,
 - 8 M€ en contrepartie d'une minoration de la DGF de 8,3 M€ intervenue en 2005.
- ⇒ La recette provenant de la taxe sur l'électricité s'établit à **4,9 M€**.
- ⇒ Le produit perçu au titre de la TDENS et de la taxe pour les CAUE s'établit à 1,2 M€ (+19,7%).

3) **Les dotations : 136,4 M€**

- les dotations de l'État s'élèvent à **133,9 M€**, dont
 - ⇒ **98,9 M€** au titre de la DGF et de la D.G.D (+2,9%)

- ⇒ **18,9 M€** (+3,9%) au titre de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (15 M€ pour l'APA et 3,9 M€ pour la PCH)
- ⇒ **11,2 M€** (-2%) au titre des compensations des exonérations fiscales décidées par l'État
- ⇒ **3,7 M€** (+11%) au titre du FMDI, en compensation partielle des charges liées à l'allocation RMI en 2006 (3,4 M€ perçus en 2006).
- ⇒ **0,8 M€** pour la compensation de postes vacants dans le cadre du transfert des routes nationales.

- les autres dotations (collectivités, fonds européens...) représentent **1,2 M€**

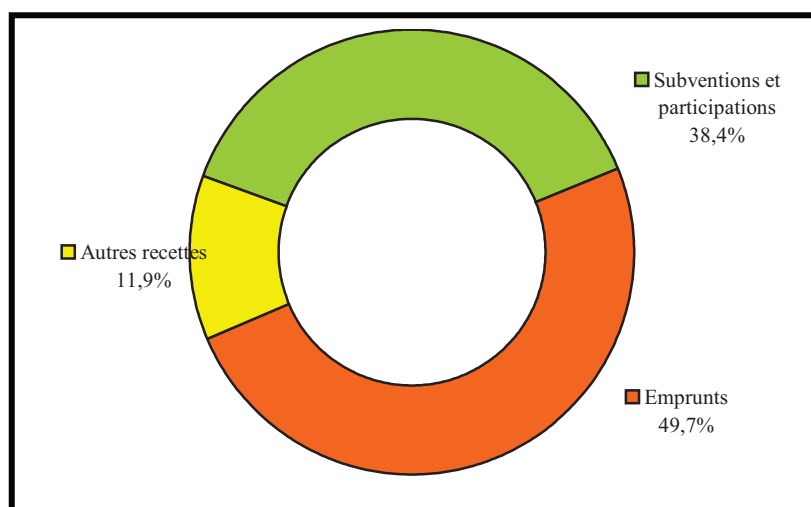
- le Fonds d'Aide à la Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI), s'élève à **1,3 M€**

4) Les produits d'activité et domaniaux s'élèvent à **28,4 M€**

- ⇒ **19,6 M€** au titre des recouvrements d'aide sociale et récupérations d'indus
- ⇒ **3,9 M€** au titre des redevances et loyers perçus
- ⇒ **4,9 M€** au titre des produits des services et budgets annexes,

5) Les autres recettes de fonctionnement s'élèvent à **0,9 M€**. Elles sont composées des produits des cessions d'immobilisation, des produits financiers et de remboursements divers.

B - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT



1) les subventions et participations reçues : **31,7 M€** (+ 6,4%)

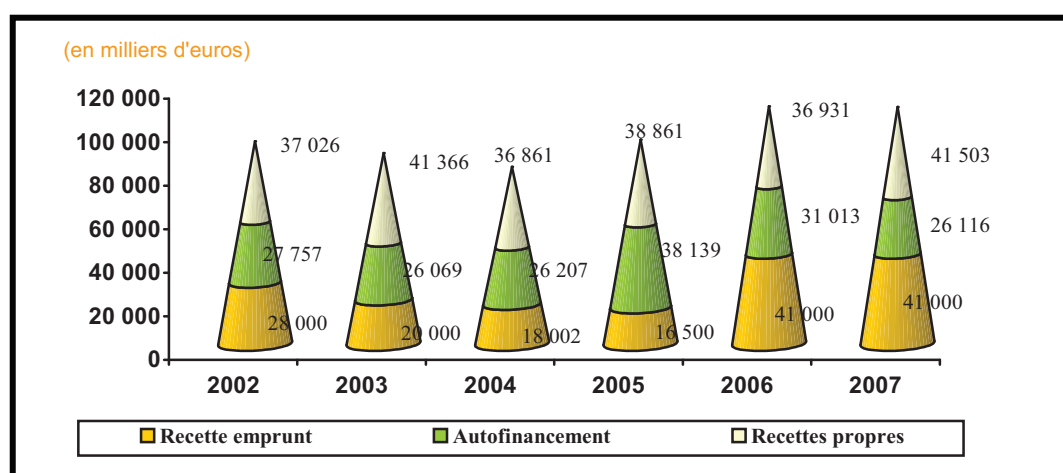
- ⇒ participations de l'État : fonds de compensation de la T.V.A. (**4,5 M€**), dotation globale d'équipement (**2 M€**) et dotation départementale d'équipement des collèges (**2,8 M€**)
- ⇒ subventions d'équipement provenant des autres collectivités ou de l'État : ce sont des recettes ponctuelles liées à l'effort d'investissement du Conseil général. Elles se sont élevées en 2007 à **22,3 M€**.

2) les emprunts mobilisés

41 M€ d'emprunts ont été réalisés en 2007 comme en 2006.

3) Les autres recettes d'investissement se chiffrent à **9,8 M€** et correspondent principalement aux remboursements de prêts et avances (1,8 M€), au remboursement de T.V.A. sur les travaux d'électrification et d'enfouissement (3,5 M€), à des remboursements sur travaux et marchés pour 2,5 M€ (dont 0,9 M€ au titre du transfert des maîtrises d'ouvrage du PRAS), ainsi qu'à 2 M€ perçus au titre des opérations pour compte de tiers (A28, LGV et IUFM)

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



III EVOLUTION DE LA DETTE DEPARTEMENTALE

L'encours de la dette départementale a progressé de 7,4% en 2007.

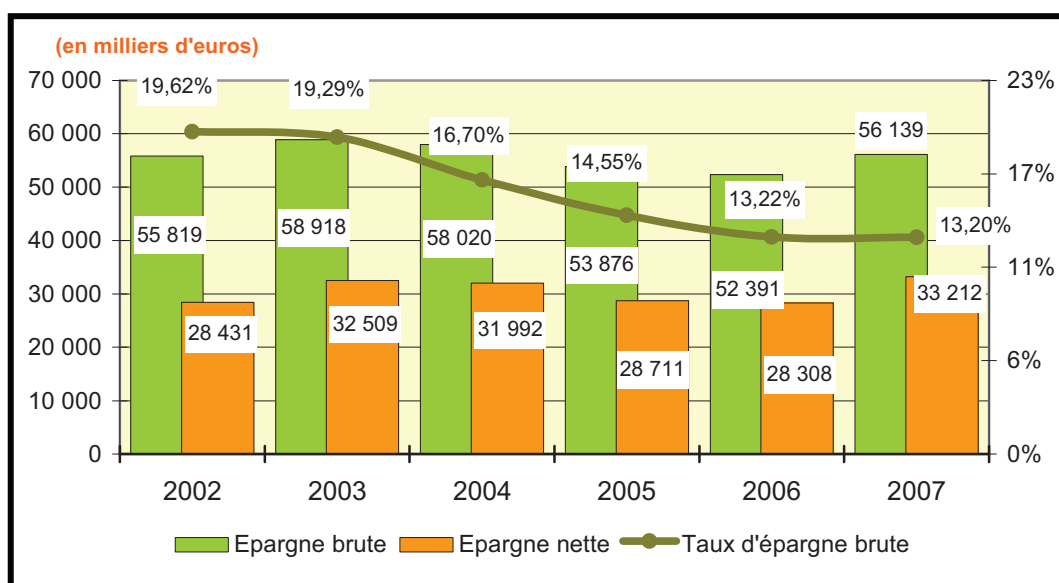
	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Charge totale d'intérêts (K€) (hors ICNE)	10 124	9 290	7 994	7 629	8 598	10 322
Montant de la dette au 31 décembre	250 912	244 619	236 684	228 028	244 954	263 060
Évolution annuelle (/31/12 N-1)	+0,24 %	-2,51%	-3,24%	-3,66%	+ 7,42%	+ 7,39%
Taux moyen de la dette (%)	4,03	3,80	3,38	3,35	3,51	3,92
Capacité de désendettement (années)	4,5	4,2	4,1	4,2	4,7	4,7

IV - EVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE ET NETTE POUR LA PERIODE 2002-2007

L'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, c'est-à-dire le surplus des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement, atteint **56,1 M€** en 2007 contre 52,4 M€ en 2006 (+7%).

L'épargne nette - épargne brute diminuée du remboursement de la dette en capital progresse de 17% par rapport à 2006 et s'établit à **33,2 M€**.

Le taux d'épargne brute (pourcentage des recettes de fonctionnement pouvant participer au financement des investissements) s'élève à **13,2 %**, comme en 2006.



En dépit de l'augmentation des dépenses de fonctionnement, les indicateurs financiers se redressent et la capacité de désendettement se stabilise.

V - LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La dette garantie par le Département s'élève à **375,4 M€** au 31/12/2007 et concerne à 80,5% le logement social (opérations de construction et réhabilitation menées sur le territoire départemental par les organismes HLM publics et privés).

Le solde des garanties porte principalement sur les emprunts réalisés par des associations intervenant dans le domaine social (établissements pour personnes âgées, handicapées...), ou en matière d'enseignement et de formation.

BALANCE GENERALE - C.A. 2007
MOUVEMENTS REELS
(Hors mouvements de trésorerie et soldes d'exécution)

Chapitres budgétaires		Dépenses	Recettes
Investissement			
010	Revenu Minimum d'Insertion	191 712	23 320
10	Dotations fonds et réserves		4 541 456
13	Subventions° d'investissement		27 117 095
16	Emprunts et dettes assimilées	22 927 658	41 000 000
20	Immobilisations incorporelles	1 121 946	
204	Subventions équipement versées	39 376 717	6 244
21	Immobilisations corporelles	4 500 739	
23	Immobilisations en cours	60 252 710	6 012 732
26	Participations °et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières	1 186 250	1 778 524
454211	Remembrement A28	130 419	1 303 512
	Remembrement LGV	218 167	262 631
45811	Construction IUFM	1 640 055	457 644
Total investissement		131 546 372	82 503 158
Fonctionnement			
011	Charges à caractère général	50 055 102	
012	Charges de Personnel	62 643 025	
013	Atténuation de charges		407 543
015	Revenu Minimum d'Insertion	49 921 365	4 891 719
016	Allocation Personnalisée d'Autonomie	43 634 179	15 487 054
65	Autres charges d'activité	149 953 944	
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	164 913	
66	Charges financières	10 535 971	
67	Charges exceptionnelles	2 166 673	
70	Produits services domaniaux ventes diverses		5 977 999
73	Impôts et taxes		102 645 015
731	Impôts locaux		156 843 328
74	Dotations et participations		117 600 868
75	Autres produits d'activité		21 004 360
76	Produits financiers		4 070
77	Produits exceptionnels		352 431
Total fonctionnement		369 075 172	425 214 386
TOTAL		500 621 544	507 717 544
Résultat exercice			7 096 000
+ Résultats antérieurs			12 285 264
- Financement des Restes à Réaliser			8 804 881
Résultat clôture			10 576 384

